

Journal de Roubaix

DIRECTRICE : Madame Veuve ALFRED REBOUX

M. PAUL DESCHANEL ÉLU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

QUESTIONS SOCIALES ET OUVRIÈRES

Nous avons, dans notre premier article, tracé comme le schéma de la situation sociale actuelle : mort et enterrement du libéralisme économique, règne universel de l'associationisme ou du syndicalisme, buts variés de ce dernier poursuivi ou poursuivis, constitution ou développement d'un capitalisme formidable opprimant le travail intellectuel ou manuel, enfin, troubles d'ordre moral compliquant la tâche déjà ardue des sociologues et des réformateurs.

Nous pouvons maintenant descendre sur le terrain pratique, sans risquer de nous égarer, puisque nous avons un peu d'ous nous venons, où nous tendons et par où nous passerons.

Une ample matière de faits nous fournira une ample matière de réflexions.

Au point de vue social où nous nous plaçons ici, on peut dire, sans trop s'illusionner, que dans la région Roubaix-Toursing, les quatre bases fondamentales d'un avenir sérieux sont posées. Ces quatre bases sont : organisation professionnelle, contrat collectif, salaire juste, sur salaire équitable.

L'organisation professionnelle ouvrière a été enfin reconnue publiquement, officiellement, unanimement et loyalement. C'est une grande chose que cette reconnaissance unanime d'un organisme si longtemps suspect.

Le patronat, par la voix de ses représentants les plus éminents et les plus autorisés, n'a pas hésité à entrer dans cette voie relativement nouvelle, du moins quant à son universelle généralisation.

Le chergé, lui, l'avait devancé depuis de longues années. Qui ne se souvient du vénéré Mgr Berthelette, accueillant un jour dans l'église Saint-Martin, le Syndicat des Vrais Travaillistes, et béni solennellement leur drapeau ?

J'ai laissé dire — du moins dans mon populaire quartier — que cette attitude large et sage est pour beaucoup dans la sympathique liberté avec laquelle il pourrait exercer son ministère au milieu des populations ouvrières dont il avait la charge.

Le contrat collectif a suivi cette reconnaissance officielle des syndicats ouvriers. Pour qui étudie les choses, non selon leur retentissement bruyant, mais selon leur valeur profonde, le premier accord signé entre les syndicats patronaux et ouvriers, le premier traité de paix, oserons-nous dire, a été un événement de premier ordre pour Roubaix, et la date du 13 juin 1919 restera une des plus remarquables de notre histoire locale.

Il s'est accompli là, dans ce que M. Lebas appelait justement la Charte du travail local, une somme de déclarations de principes, et de vérités sociales pratiques, qu'on n'a peut-être pas assez remarquées. Écoutez plutôt :

« Les travailleurs s'appliquent à maintenir la production d'avant-guerre, s'adaptent sympathiquement au développement du machinisme et aux méthodes rationnelles du travail... »

« L'entente qui intervient doit être basée sur la collaboration étroite vers le même but et avec une conception large des devoirs de chacun. »

« ... Dans l'examen de toutes les questions qui pourront surgir par la suite, il y aura lieu de toujours se rendre compte : des conditions de l'existence pour l'ouvrier ; des conditions de l'industrie pour le patron ; de la concurrence intérieure comme de la concurrence étrangère. »

« ... Les deux parties reconnaissent que leurs intérêts sont solidaires et qu'un effort commun est nécessaire pour assurer dans la paix sociale, le prompt rétablissement de la vie économique. »

« De leur côté, les patrons feront en sorte que le rendement de la production trouve une sérieuse amélioration dans l'aménagement pratique des locaux bien éclairés et bien aérés, comportant une bonne organisation intérieure et une distribution méthodique du travail. »

« Aucune tentative d'intrusion dans la direction, l'administration et la gestion des usines ne sera faite de la part des syndicats ouvriers, le maximum de la production, si désirable pour chacun, ne pouvant être atteint sans l'unité et l'indépendance de la direction. »

« ... Les syndicats ne doivent intervenir que dans les questions d'ordre général. »

J'avoue en toute simplicité que j'ai trouvé tout cela merveilleux de sagesse et de bon sens. C'est le vœu bien souvent exprimé que s'est exprimé là, et ce document est comme le catéchisme social du bon travailleur.

Le salaire juste y a été énoncé fixé d'un commun accord avec largeur de vues et avec précision.

Et pour comble de bonheur, une précieuse institution, « Familla », est venue ajouter à ce salaire juste mais qui, dans certaines circonstances, peut être insuffisant, un sur-salaire pour les chefs de famille chargés d'enfants.

Après la justice stricte, la justice sociale ou l'équité.

On comprend que M. Grousseau ait dit, dimanche dernier, à la réunion des Chefs de famille, que la liste des adhérents de Familla « formait le tableau d'honneur de l'industrie de Roubaix-Toursing. »

Mais qu'on ne croie pas que l'œuvre est achevée : elle est à peine commencée. Les fondations sont faites : il reste à élever l'édifice. Et d'abord, ces syndicats, comme dit M. de La Palice, sont composés de syndiqués. A ces syndiqués, il faut donner une éducation syndicale, morale et religieuse : rude travail dont nous parlerons bientôt...

« Co-contrat collectif », résultat de longs et délicats entretiens, appelle des relations régulières, permanentes, pour le tenir à jour, l'interpréter, le commenter. Il faut presque provoquer ces réunions, tant elles sont nécessaires.

Enfin Familla doit prendre garde à ne pas se contenter de fonctionner mécaniquement, si elle veut produire des fruits sérieux. Pourquoi le patron chrétien, ou bienveillant, n'y

grefferait-il pas, à l'occasion, une visite personnelle à domicile ?

Au guichet qui donne un peu d'argent, il ajouterait sa poignée de main, sa parole aimable, et cela vaut de l'or.

J. T. R.

LA PAIX Les CHARGÉS D'AFFAIRES ALLEMANDS

Bâle, 17 janvier. — On mande de Berlin que le gouvernement allemand a nommé chargés d'affaires :

A Londres, M. Staher ; à Paris, le ministre Meyer ; à Bruxelles, le ministre Lansberg ; à Madrid, M. Rosen ; à Vienne, le docteur Rosenberg ; à Tokio, l'ancien secrétaire d'Etat, le docteur Sole ; à Rome, le baron Von Lutens ; à Prague, le professeur docteur Paasger ; à La Haye, le colonel Benner ; à Stockholm, le ministre Mandoly. Le ministre Adolphe Müller reste à son poste à Berne.

M. DE MARCILLY PART POUR BERLIN

Paris, 17 janvier. — M. de Marcilly, chargé d'affaires de France à Berlin, est parti ce soir pour rejoindre son poste.

Le meurtrier de Kurt Eisener condamné à mort

Bâle, 17 janvier. — On annonce de Munich que le jugement contre le comte Arco-Valley a été prononcé hier après-midi. Le meurtrier de Kurt-Eisener a été condamné à mort.

Après le jugement, le condamné a demandé la parole et a déclaré :

« J'ai appris que trois camarades se proposaient de me libérer. Je considère cela comme une grande erreur et de les prie d'y renoncer. Ils doivent coopérer au relèvement de la patrie, en quoi ils rendront le plus grand service au pays et à eux-mêmes. »

A ces paroles, une tempête d'applaudissements a éclaté, que le président n'a pas cru devoir interrompre.

L'affaire de violences de Bordeaux

Bordeaux, 17 janvier. — Le tribunal correctionnel a rendu son jugement dans l'affaire d'envolement et de violences plaidée le 10 janvier.

M. de Floris, Cardon, Berton, Parculot, ont été condamnés chacun à 3 mois de prison avec sursis et solidairement à 500 fr. de dommages-intérêts à payer à l'abbé Sabouhins, partie civile.

M. CLAVEILLE, PRÉSIDENT DE LA COMMISSION CENTRALE DE NAVIGATION SUR LE RHIN

Paris, 17 janvier. — Par décret en date de ce jour, M. Claveille, ministre des Travaux publics, est appelé à la présidence de la commission centrale de navigation sur le Rhin.

LES QUOTIDIENNES DU PALAIS-BOURBON À L'ÉLYSÉE

M. Paul Deschanel a quitté le Palais-Bourbon pour le Palais de l'Élysée. L'événement était prévu et si le vote préparatoire de vendredi a causé une assez grande surprise, celui de Versailles ne pouvait étonner personne.

Il y a longtemps que, pour la première fois, M. Paul Deschanel s'est entendu appeler : M. le Président. Certains hommes ont la vocation de l'arbitre, comme d'autres ont celle du lutteur. Dans les arènes de la politique, le nouveau chef de l'Etat a presque toujours occupé les plus hauts gradins, dédaignant de descendre dans le « ring ». Hâtons-nous d'ajouter qu'il a su dominer les assemblées avec une aisance supérieure, une impartialité véritablement reconnue. On peut être certain que M. Deschanel présidera les Conseils du Gouvernement avec autant de distinction et de dignité qu'il a présidé pendant de longues années les débats de la Chambre des Députés. C'est un président-né.

A aucune époque de notre histoire peut-être, les circonstances difficiles n'ont exigé, comme aujourd'hui, du pouvoir exécutif, autant de fermeté et d'autorité. L'heure est grave. Les questions qui agitent la France et le monde sont multiples et angoissantes. La période ouverte par la paix sera sans aucun doute la plus dure, la plus mouvementée et aussi la plus féconde de toutes celles que notre nation a connues. Il se prépare des réformes capitales qui transformeront de fond en comble les esprits, les mœurs et les lois. Si les dirigeants du pays comprennent leur temps, s'ils ne ferment pas leurs yeux devant l'inévitable et prennent hardiment l'initiative des changements nécessaires, et si d'autre part, ils savent puiser dans la tradition, dans les admirables leçons du passé, le courage et la force de résister aux débordements du désordre et de l'anarchie, le relèvement de la France est certain et son progrès sera rapide.

Tout est à l'action maintenant ; les dilétantes ont tort. Et c'est pour cela sans doute que beaucoup d'excellents esprits avaient souhaité le succès de M. Clémenceau qui leur semblait représenter plus exactement que quiconque notre époque d'après luttés, d'efforts victorieux et de réalisations. Certes, le Tigre se serait trouvé terriblement à l'étroit dans la cage dorée de l'Élysée et certains parlementaires timorés ont craint qu'il ne se donnât quelque liberté, mais puisqu'il avait mérité cette apothéose, il était permis à de bons Français de croire qu'elle ne lui aurait pas été refusée. Au moment où il entre dans sa nouvelle demeure, saluons-le. Il a fait trembler les ennemis de la France, les ennemis du dehors. Et quand aux ennemis du dedans, les traîtres et les mauvais citoyens, où serions-nous si le Tigre ne les avait pas tenus sous sa puissante griffe ?

En retirant sa candidature avant la réunion du Congrès de Versailles, M. Clémenceau avait dicté leur conduite aux sénateurs et aux députés. Il fallait éviter toute division entre républicains, au moment où l'union des forces d'ordre est plus que jamais indispensable et l'une des principales conditions de notre renaissance.

Députés et sénateurs ont compris leur devoir et, en très grand nombre, ils ont affirmé sur le nom de M. Paul Deschanel, leur volonté de voir triompher une politique de dignité nationale, de paix religieuse et d'entente sociale.

Maurice Aubert.

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE Le Congrès de Versailles

AVANT LA SÉANCE. - LES MESURES D'ORDRE. - L'ASSEMBLÉE NATIONALE PRÉSIDIÉE PAR M. LÉON BOURGEOIS. - LES INCIDENTS DU VOTE. - LA PROCLAMATION DU SCRUTIN

M. Deschanel élu par 734 voix sur 888 votants

AVANT LE CONGRÈS Les commentaires des journaux parisiens

Paris, 17 janvier. — Tous les journaux commentent le vote de la réunion préparatoire. Ils sont unanimes à souligner les mérites de M. Clémenceau et ses droits à la reconnaissance de tous les républicains.

Constatant le gros succès remporté par M. Deschanel, ils estiment qu'il n'existerait aucune opposition de principe entre les deux présidents, et que le vote exprima uniquement des préférences personnelles, tous les parlementaires étant unanimes à reconnaître et à louer les mérites différenciés des deux candidats.

Ils estiment que le geste de M. Clémenceau, renonçant à la candidature, a clarifié la situation d'une façon absolue.

Plusieurs insistent sur le fait que ce vote

à M. Clémenceau, une marque tangible de gratitude nationale.

Prenant exemple sur l'Angleterre, certains parlementaires parlent d'une donation. D'autres songeraient au vote d'une disposition rétablissant exceptionnellement, en faveur de M. Clémenceau, un siège de sénateur inamovible. D'autres enfin, préconisent les deux moyens.

M. Clémenceau va écrire ses mémoires

M. Clémenceau a déclaré à des intimes, qu'il renoncera à sa plume de polémiste, et qu'il allait écrire ses mémoires de guerre.

A VERSAILLES Les mesures d'ordre

Versailles, 17 janvier. — A partir de 10 heures, des troupes de la garnison de Ver-

cois Arago, président du Groupe de l'Entente Républicaine démocratique, accompagné de membres du bureau de la Chambre, s'est rendu près de M. Paul Deschanel, pour lui annoncer que le groupe de l'Entente porterait ses suffrages sur son nom.

AVANT LE SCRUTIN

A onze heures, la galerie des bustes est encore déserte ; quelques rares députés et sénateurs la traversent rapidement pour se rendre compte de la place qui leur est réservée dans la salle des séances. Ils commentent peu le résultat de la séance plénière et sont sobres d'explications. Aucune nouvelle candidature ne s'est officiellement affirmée ; cependant des bulletins de vote ont été imprimés la nuit dernière à des noms divers et il est possible que pour provoquer un ballottage, les adversaires de M. Deschanel se comptent sur ces noms. Les partisans du président de la Chambre témoi-

veau candidat : « Nous allons essayer, dit-il, d'assurer à M. Deschanel une écrasante majorité, qui lui donne le prestige nécessaire pour gouverner la France dans les graves circonstances présentes. »

M. Charles Bernard est d'un avis différent et annonce publiquement qu'il votera pour M. Clémenceau, au cas où la France, pour M. Jonnart assure qu'il n'est pas candidat.

L'arrivée de M. Deschanel

M. Deschanel pénètre dans la Galerie des Bustes, exactement à une heure, accompagné de M. Barthou, visiblement ému. Il sera la main à de nombreux parlementaires et journalistes, sans arrêter ni faire aucune déclaration.

Les socialistes votent pour M. Deschanel

Le groupe socialiste, après de très vives discussions, a décidé, par 4 voix de majorité, de voter pour M. Deschanel, et a prié les membres du groupe de se conformer, par discipline, à cette décision.

LA SÉANCE

M. Léon Bourgeois s'assoit au fauteuil présidentiel à 1 heure. Les membres de l'assemblée se lèvent et s'applaudissent sans distinction d'opinion. Les membres du bureau, qui sont ceux du Sénat, s'installent à leur tour.

Le président fait appeler par un huissier, les noms des 86 scrutateurs qui dépouilleront le scrutin, qui va avoir lieu par appel nominal, par scrutin secret à la tribune.

Pendant cette opération, les socialistes entrent en groupe compact et occupent la travée supérieure de l'extrême gauche.

M. L. Bourgeois annonce que la lettre tirée au sort pour l'appel des votants est la lettre S.

Cette lettre est affichée sur un pancarte attachée à la tribune présidentielle. Les membres du Congrès se massent au pied de l'escalier, en bas de la tribune, sur laquelle a été placée l'urne, sous la garde de M. Reynald, sénateur de l'Ariège, secrétaire du Sénat.

On vote

Le premier appelé est M. Sabaterie, sénateur du Puy-de-Dôme. Le vote s'opère d'abord lentement, les appels ayant des difficultés à traverser la foule de leurs collègues. Peu à peu, l'hémicycle se dégage et le vote s'accélère.

M. Paul Deschanel reste seul officiellement candidat.

Aucune autre candidature ne lui est opposée.

Le groupe unifié a décidé, par 27 voix contre 18, de ne pas opposer de concurrent à M. Deschanel.

Les partisans de M. Clémenceau voteront, disent-ils, pour M. Jonnart ou pour M. Bourgeois.

A 1 h. 30, on appelle la lettre V. M. Viviani arrive après l'appel de son nom, il votera à un réappel.

L'abbé Wetterlé clôture l'alphabet. M. Abel, gouverneur de l'Algérie, vote le premier de la lettre A. M. Albert Thomas et M. Aristide Briand votent avec cette lettre.

La lettre B est appelée à 13 h. 40. M. Bourgeois passe son bulletin de vote à M. Reynald.

Au fur et à mesure que sénateurs et députés ont voté, ils viennent dans la Galerie des Bustes, d'ailleurs s'engagent. Ils sont unanimes à rendre hommage aux services éminents que M. Clémenceau a rendus au pays.

Les électeurs du Congrès s'accordent, au surplus, à dire que M. Deschanel a toutes les qualités pour représenter la France avec une parfaite dignité.

Beaucoup sont d'avis que le Parlement doit prendre l'initiative d'une manifestation de reconnaissance nationale à l'égard de M. Clémenceau.

M. Marcel Cachin vote le premier de la lettre C.

Toute l'assemblée, à l'exception des socialistes, fait une chaleureuse ovation au général de Castelnau, quand il apparaît à la tribune.

M. Ernest Laffont, député socialiste de la Loire, crie : « Vive Sarraïl ! » (Exclamations).

Le vote continue sans autres incidents.

Dans la galerie publique, on remarque M. Venizelos, premier ministre de Grèce.

La lettre D est affichée au bureau. M. Deschanel ne répond pas à l'appel de son nom. Le vote se poursuit rapidement, et la Galerie des Bustes devient de plus en plus animée. Elle s'empli du bruit des conversations et d'un nombre de curieux toujours croissant. Sénateurs, députés, ministres, journalistes et diverses personnalités des théâtres et de la politique, discutent les événements de la journée en attendant la proclamation du résultat du scrutin.

Le défilé continue pour le dépôt des bulletins dans l'urne. M. Charles François, qui a eu l'honneur de lire la déclaration des députés d'Alsace-Lorraine, le 8 décembre dernier, est l'objet d'applaudissements chaleureux. Quelques mouvements d'attention, au passage du général Hirschauer, de M. Jonnart et de M. Klotz.

M. Léon Bourgeois se fait remplacer, au fauteuil présidentiel, par M. Boudenot, sénateur du Pas-de-Calais, premier vice-président.

A 15 h. 10, l'appel de la lettre E est terminé. M. Ricolfi est le dernier à voter.

Le réappel

M. Léon Bourgeois, qui a repris sa place au fauteuil présidentiel, fait procéder au réappel. Une cinquantaine de députés et de sénateurs se massent à nouveau dans l'hémicycle. M. Marcel Sembat ne répond pas à l'appel de son nom. M. Magnin, appuyé sur sa canne, monte et descend lentement l'escalier de la tribune. Le vote de M. Mandel, député de la Gironde, ancien chef de cabinet de M. Clémenceau, provoque l'attention générale.

M. Méline, Millerand et Noëlens votent sans incidents.

La première urne étant remplie, elle est placée sur le côté droit de la tribune. Une autre urne identique la remplace. A 15 h. 20 on affiche la lettre R, puis le scrutin est clos.

888 votants

Le chiffre total des votants s'élève à 888.



M. PAUL DESCHANEL

libère d'une obligation à laquelle il n'est pas voulu se dérober.

Tous souhaitent que l'élu du Congrès ne soit pas celui d'un clan politique, mais bien celui de la France, sur le nom duquel, tous les républicains feraient bloc.

ET M. POINCARÉ ?

De nombreux organes regrettent l'obstination de M. Poincaré de refuser le renouvellement, alors qu'il est considéré comme susceptible de grouper l'unanimité.

Plusieurs se demandent, dans le cas où M. Deschanel n'aurait pas la majorité, au premier tour, si le président actuel, qui est homme de devoir, persistera dans son refus de laisser reconstituer le bloc national sur son nom.

Quels seront les autres candidats ?

Réunis dans la soirée, les collaborateurs de M. Clémenceau ont été informés de ce que de nombreux parlementaires étaient résolus à ne pas favoriser une candidature unique, dont le succès serait assuré par les extrémistes de droite et de gauche, et de porter leurs suffrages sur les noms de MM. Jonnart et Bourgeois.

On sait que M. Bourgeois s'est refusé.

M. Jonnart a déclaré qu'il ne pouvait être question de sa candidature. Toutefois, on dit apprendre, en dernière heure, que la candidature de M. Jonnart serait officiellement posée.

D'autre part, on croit savoir que le seul concurrent de M. Deschanel sera M. J. Guesde, candidat socialiste unifié.

Une marque de gratitude nationale à M. Clémenceau

Paris, 17 janvier. — On commence à discuter au Parlement, les moyens de donner

elles prennent position sur l'Aréna de St-Cloud. Des patrouilles de gendarmerie et de gardiens de la paix circulent dans Versailles. Le temps est magnifique ; le soleil brille.

M. Chaleil, préfet de Seine-et-Oise, et M. Vidal, commissaire spécial, s'assurent que les mesures d'ordre ont bien été prises, conformément à leurs indications.

Les trains spéciaux

A l'heure indiquée, des trains spéciaux commencent à arriver, bondés de voyageurs. Au Grand Hôtel de Versailles, ainsi qu'à l'Hôtel des Réservoirs, toutes les tables sont retenues pour le déjeuner. L'affluence est considérable.

Les parlementaires arrivent

M. Paul Deschanel est arrivé en auto, accompagné de Mme Deschanel.

On ne croit pas que M. Clémenceau vienne à Versailles ; dans cette hypothèse, — le fait serait sans précédent, — on se demande par quel serait accompagné le Président de la République à son retour à Paris...

Interrogé par plusieurs personnes, et notamment par M. Klotz, ministre des Finances, M. Pierre, secrétaire de la Chambre, déclare que la question ne peut être envisagée qu'à la fin de la journée.

Le Garde des Sceaux, M. Nall, est arrivé à midi 10, presque en même temps que M. Jonnart. Celui-ci passe en souriant et en serra-tant de nombreuses mains.

L'abbé Wetterlé et l'abbé Delors arrivent ensemble, suivis de MM. Ribot, de Selves et Grousseau.

Une démarche du « Groupe de l'Entente Républicaine démocratique »

Avant le départ pour Versailles, M. Fran-

gement d'une confiance absolue et prévoient le succès de sa candidature au premier tour.

L'attitude du groupe socialiste

A midi et demi, le groupe socialiste unifié doit se réunir pour délibérer sur l'attitude à prendre. Le groupe parait décidé à rester sur les positions d'hier, c'est-à-dire, à continuer, en grande majorité, à voter pour M. Deschanel.

La salle s'anime

A partir de midi 30, la salle des séances s'anime. Sénateurs et députés s'installent. Arrivent par groupes, MM. Ribot, Doumergue, de Selves, René Renoult, sénateurs ; Barthou, Viviani, Raoul Péret, députés ; MM. Loucheur, Tardieu, Deschamps, Claveille, Léon Bérard, Le Troquer, prennent place au banc du gouvernement. Les bancs de l'extrême-gauche sont encore vides.

CE QU'ON DIT

M. Briand, très entouré, à son arrivée, déclare aux amis qui l'entourent : « Moi, président de la République ? Je ne veux être à aucun prix ! D'ailleurs, il ne manque pas d'autres candidats ! »

Peu après, Albert Thomas déclare à ceux qui l'entourent : « Le groupe socialiste a suffisamment pris position pour qu'il ne soit pas nécessaire de définir son attitude. L'élection de M. Deschanel est assurée au premier tour. »

C'est également l'avis de M. de Monsi.

M. Daniel Vincent voudrait que les amis de M. Clémenceau se rallient à la candidature de M. Deschanel et en fasse unanime-ment l'élu de la France.

M. Pesch ne croit pas au succès d'un nou-